



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

Résumé analytique : Au lendemain de l'élection du président Obama pour un second mandat, la politique commerciale ne semble pas être une priorité. Les États-Unis sont au bord de la « falaise fiscale ». Le gouvernement est dans l'obligation de concocter un nouveau pacte budgétaire dans l'urgence s'il veut éviter que les hausses d'impôt et les compressions budgétaires qui entrèrent automatiquement en vigueur le 1^{er} janvier 2013 ne plongent le pays dans le chaos et la récession. Sans surprise, les élus démocrates et républicains ne s'entendent pas et le bras de fer budgétaire se joue à nouveau à Washington.

Les États-Unis ne pourront cependant pas ignorer le développement des affaires internationales bien longtemps. Les défis qui attendent l'administration Obama en Asie sont de tailles et ils nous permettront de constater si le pivotement vers l'Asie entamé par le département d'État sous l'impulsion d'Hillary Clinton survivra à son départ anticipé. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a annoncé en novembre qu'elle irait de l'avant avec son projet de partenariat économique régional global (ANASE+6) qui regroupera ses principaux partenaires commerciaux au sein d'une communauté régionale où les intérêts de Pékin pèseront lourd dans la balance. Cet accord fera compétition au Partenariat transpacifique, le modèle d'intégration régionale asiatique promu par les États-Unis.

Malgré la lutte partisane qui s'y joue, le Congrès a finalement été de l'avant avec la normalisation des relations commerciales avec la Russie. Les élus ont cependant tenu à lier ouverture au commerce et droits de l'homme, ce qui a grandement irrité Moscou.

Comment éviter la falaise fiscale?.....	2
La course à l'intégration régionale en Asie : quel modèle l'emportera?.....	4
États-Unis/Russie : commerce et droits humains liés	6
Études économiques et articles connexes	7



Comment éviter la falaise fiscale?

Le premier défi du nouveau mandat du président Obama est de s'attaquer à la « falaise fiscale » qui attend les États-Unis. Un ensemble de hausses de taxes et de compressions budgétaires doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Ces mesures réduiront le déficit budgétaire d'environ 600 milliards de \$ en 2013, mais aussi la croissance, déjà anémique. Les États-Unis connaîtront vraisemblablement une récession

en 2013 si l'ensemble ou une partie de ces mesures n'est pas reportée. Le gouvernement reconnaît l'urgence d'agir, mais démocrates et républicains ne s'entendent pas sur les mesures à prendre.

Le tableau suivant regroupe les principales mesures qui composent la falaise fiscale. Il présente l'évaluation par le bureau du Budget du Congrès du coût pour le gouvernement et la croissance anticipée du PIB associé au report ou de l'annulation de ces mesures en 2013.

Qu'est-ce que la falaise fiscale?	Coût en 2013 si mesure reportée (en milliards \$)	Croissance du PIB en 2013 si mesure reportée
1) Expiration d'un ensemble de crédits d'impôt, dont les controversées baisses d'impôts pour les contribuables les plus riches mis en place par l'administration Bush en 2002.	330	+ 1,5 %
2) Expiration d'un ensemble d'allègements fiscaux (réduction temporaire de taxes à la consommation).	65	
3) Expiration de l'extension de la période d'admissibilité à l'assurance-emploi.	26	+1,5 %
4) Expiration de la diminution temporaire des charges associées au régime d'assurance sociale.	95	
5) Restrictions budgétaires (notamment défense et Medicare) et réduction des dépenses discrétionnaires.	110	+ 0,75 %
6) Réduction des remboursements offerts aux médecins participant au Medicare.	11	
7) Nouvelle entente sur le plafonnement de la dette.	n/a	

Sources : CBO, *Economic Effects of Policies Contributing to Fiscal Tightening in 2013*, 8 novembre 2012; Associated Press, « Highlights of the approaching 'fiscal cliff' », *Washington Post*, 2 décembre 2012.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

Le maintien des allègements fiscaux et des bonifications des programmes sociaux auront un coût certes, mais ils auront aussi des impacts très différents sur la croissance. Le bureau du Budget du Congrès évalue par exemple que le maintien des crédits d'impôts des contribuables les plus riches auront un effet négligeable sur la croissance (+0,25%), car ces fonds supplémentaires seront presque entièrement épargnés. D'autres mesures, comme le maintien de l'extension de la période d'admissibilité à l'assurance emploi qui ne coûterait que 26 milliards de \$ en 2013, auraient au contraire un effet important sur la croissance puisque ces fonds seront entièrement dépensés par les prestataires.

Quoi qu'il en soit, en 2012, le déficit budgétaire net du gouvernement fédéral américain s'élèvera à plus de 7 % du PIB, pour atteindre 1 100 milliards de \$. Un déficit budgétaire d'environ 1 200 milliards de \$ est prévu en 2013 si toutes les mesures de la falaise fiscale sont reportées. Étant donné que l'on prévoit une faible croissance réelle du PIB au cours des prochaines années (environ 2 % en 2012 et 2013), tous s'entendent pour dire que le déficit est insoutenable à long terme et qu'un rééquilibrage budgétaire s'impose. La « falaise fiscale » devient alors l'occasion pour démocrates et républicains de débattre de leurs stratégies pour permettre un retour à l'équilibre budgétaire. Un premier débat sur ces stratégies lors du rehaussement du plafond de la dette avait débouché ironiquement en 2011 sur la « falaise fiscale » que nous connaissons aujourd'hui. Chaque parti refusant d'offrir des concessions importantes, les élus avaient alors reporté le problème à plus tard.

Le rééquilibrage du budget ne peut se faire que de deux façons : soit par la croissance des revenus de l'État, ce qui, dans un contexte de faible croissance économique, exige

l'accroissement de la charge fiscale des contribuables; soit par la réduction des dépenses. Les démocrates veulent voir la charge fiscale des contribuables les plus riches augmenter, les républicains veulent réduire à tout prix les dépenses de l'État et limiter la charge fiscale des contribuables au minimum.

Le 29 novembre, les démocrates ont déposé une première proposition pour résorber le déficit. Pour faire court, ils proposent d'accroître le fardeau fiscal des contribuables de 1 600 milliards de \$, surtout auprès des contribuables les plus riches, de réduire les dépenses du gouvernement de 400 milliards de \$ et de retirer au Congrès la prérogative de relever le plafond de la dette fédérale pour le transférer à l'exécutif. Cette offre du président a été reçue avec mépris de la part des élus républicains.

Le 3 décembre, le parti républicain a dévoilé sa contre-proposition. Totalement opposée à la stratégie démocrate, elle prévoit une contraction des dépenses de 2 200 milliards de \$ et une hausse des revenus de 800 milliards de \$. Elle évite la question du rehaussement du plafonnement de la dette puisqu'elle éliminerait le déficit dès 2013. Les deux partis sont loin d'un terrain d'entente.

Comme l'on rappelé les ministres des Finances et les banquiers centraux du G20 réunis au Mexique en novembre, les États-Unis doivent trouver une solution à leur problème budgétaire au risque d'affecter grandement l'économie mondiale.

La plupart des analystes s'entendent pour dire que, malgré de fortes tensions entre les partis, une entente devrait être trouvée avant le 1^{er} janvier. L'échec des négociations, en plus de ses conséquences économiques, entacherait la crédibilité de la classe politique américaine. La première proposition de l'administration

« Cette proposition [de la Maison-Blanche] n'est pas sérieuse. Le président demande 1,6 billion de nouveaux revenus sur 10 ans, deux fois plus qu'il ne le prétend publiquement. Ce montant correspond à davantage de mesures de relance qu'il n'est prêt à considérer de réductions budgétaires en échange. »

— John Boehner, communiqué de presse, 2 décembre 2012

« Je crois que nos positions sont encore très divergentes, mais que nous nous rapprochons d'un compromis. [...] Je pense que nous y arriverons parce que les enjeux pour l'économie américaine et l'économie mondiale sont trop importants. »

— Timothy Geithner, CNN State of the Union With Candy Crowley, 2 décembre 2012.

« Avant toute chose, les États-Unis doivent s'attaquer rapidement au problème de la « falaise fiscale » et au rehaussement du plafond d'endettement, car ces deux risques [...] sont clairement des facteurs d'instabilité, non seulement pour l'économie américaine, mais aussi pour l'économie mondiale. »

— Christine Lagarde, réunion du G20 du 5 novembre 2012



Obama est encore loin d'un compromis acceptable pour les républicains, mais elle révèle cependant un changement de ton. La recherche du compromis s'est souvent heurtée à l'intransigeance des élus républicains depuis 2011. Peut-être verra-t-on émerger un nouveau président, plus combattif lors de son second mandat? Indépendamment des positions idéologiques des deux partis, les États-Unis devront tôt ou tard retrouver le chemin de l'équilibre budgétaire ou de la croissance. Les divergences entre républicains et démocrates ne sont cependant pas propices à l'émergence d'une solution consensuelle et permanente sur la question.

Pour consulter le rapport du bureau du Budget du Congrès, *Economic Effects of Policies Contributing to Fiscal Tightening in 2013*, voir :

<http://www.cbo.gov/publication/43694>

Pour consulter la lettre du parti républicain qui énonce la contre-offre au plan de réduction du déficit démocrate, voir :

http://www.speaker.gov/sites/speaker.house.gov/files/documents/letter_to_wh_121203.pdf

Sources : Associated Press, « Highlights of the approaching 'fiscal cliff' », *Washington Post*, 2 décembre 2012, en ligne :

http://www.washingtonpost.com/business/highlights-of-the-approaching-fiscal-cliff/2012/12/02/aefd34ce-3c8a-11e2-8a5c-473797be602c_story.html ; Russell

Berman, « House GOP makes a \$2.2 trillion debt counteroffer to Obama on cliff », *The Hill*, 3 décembre 2012, en ligne :

<http://thehill.com/homenews/house/270649-house-republicans-make-22t-counter-offer-to-obama-in-debt-talksklj> ; Ezra Klein, « Obama to GOP: I'm done negotiating with myself », *Washington Post*, 29 novembre 2012, en ligne :

<http://www.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/wp/2012/11/29/obama-to-gop-i-wont-negotiate-with-myself/> ; Suzy Khimm, « The White House's fiscal cliff proposal », *Washington Post*, 29 novembre 2012, en ligne :

<http://www.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/wp/2012/11/29/the-white-houses-fiscal-cliff-proposal/> ;

Vicki Needham, « Deal or no deal », *The Hill*, 29 novembre 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1007-other/270215-overnight-money> ;

Meghashyam Mali, « Geithner presses GOP, says no deal unless ax rates rise on wealthy », *The Hill*, 2 décembre 2012, en ligne :

<http://thehill.com/video/administration/270469-geithner-seeks-to-raise-pressure-on-gop-says-no-deal-unless-rates-rise> ; John Boehner, « Speaker Boehner Says White House Fiscal Cliff Offer is "Nonsense," Calls for Spending Cuts & Tax Reform », *Press Office*, 2 décembre 2012, en ligne :

<http://boehner.house.gov/blog/?postid=314087>

La course à l'intégration régionale en Asie : quel modèle l'emportera?

La pression s'accroît sur les États-Unis pour trouver le plus rapidement possible un consensus dans le cadre des négociations de l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP). Seize États asiatiques entameront en 2013 la négociation d'un autre accord d'intégration régionale, l'ANASE+6, qui pourrait exercer un pouvoir d'attraction important pour les pays de la région. Six des onze pays participants aux TPP négocieront aussi dans le cadre du projet ANASE+6.

Maintenant que le président Obama est réélu, que la forme du TPP est bien définie et que le Canada et le Mexique se sont joints aux négociations, les sujets sensibles comme l'agriculture, l'industrie textile, les droits de propriété intellectuelle ou les normes encadrant les sociétés d'État pourront être abordés et le jeu des véritables concessions pourra commencer. La 15^e phase de négociation a lieu en décembre à Auckland en Nouvelle-Zélande. La plupart des observateurs s'attendent à ce que les négociations sur le TPP aboutissent (ou échouent) avant la prochaine réunion de l'APEC qui aura lieu en octobre 2013 en Indonésie.

Le TPP apparaît cependant de plus en plus comme une initiative d'intégration régionale parmi d'autres en Asie. Lors de son 21^e sommet annuel le 20 novembre dernier, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a annoncé que les négociations d'un partenariat économique régional global (*Regional Comprehensive Economic Partnership* : RCEP), mieux connu sous l'acronyme ANASE+6, débuteraient en 2013. Les pays participant à ce nouvel accord sont composés de l'ANASE (Sultanat de Brunei, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam), des trois géants d'Asie du Nord-est, le Japon, la Corée du Sud et la Chine ainsi que les trois autres grandes économies de la région, soit l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les États participants à l'ANASE+6 souhaitent se doter non seulement d'un accord de libre-échange sur le commerce des marchandises et des services, mais aussi, d'un cadre commun sur l'investissement, sur la propriété intellectuelle,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

sur la coopération technique et économique ainsi que d'un mécanisme de règlement des différends. Ils se sont donnés trois ans, soit d'ici à la fin de l'année 2015 pour atteindre cet objectif.

Parallèlement à ce projet, la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont annoncé qu'ils iraient de l'avant avec la négociation d'un accord de libre-échange. Les tensions territoriales entre ces pays pourraient cependant refroidir leur ardeur. Finalement, la Communauté économique de l'ANASE ira de l'avant comme prévu, mais son entrée en vigueur sera reportée d'un an en 2016. Cela laissera davantage de temps aux différents gouvernements pour mettre en œuvre le plan d'action développé lors de la 11^e réunion de l'ANASE en 2005.

La multiplication des accords d'intégration régionale en Asie aura certes un effet d'entraînement, encourageant les pays de la région dans une dynamique de libéralisation, mais elle mettra aussi en compétition des modèles d'intégration qui risquent d'être fort différents l'un de l'autre. L'ANASE+6 devrait accentuer l'importance de la Chine comme moteur économique de la région et devrait offrir un modèle d'intégration plus souple que le TPP. Cet accord pourrait apparaître rapidement comme une solution de rechange à l'intégration régionale transpacifique, surtout pour les pays moins développés qui auront des difficultés à s'ajuster aux normes légales très contraignantes que cherchent à imposer les États-Unis.

Pour l'instant, cet effet d'attraction ne se fait pas sentir. Lors de la visite officielle du président Obama dans la région, la Thaïlande a confirmé son intérêt à joindre les négociations sur le TPP. Le premier ministre japonais Yoshihiko Noda a aussi promis d'intégrer le TPP si son parti remportait les législatives du 16 décembre. Cependant, tout retard ou complication dans les négociations accroîtrait l'attractivité de l'ANASE+6 et pourrait modifier les priorités des États de la région.

Le discours des États-Unis semble évoluer rapidement pour s'adapter à cette nouvelle réalité. Contrairement au message du

président Obama durant la campagne électorale, la secrétaire d'État Hillary Clinton a ouvert la porte à la Chine durant un récent voyage en Asie. Elle s'est positionnée en faveur de la participation de la Chine au TPP si celle-ci montrait un intérêt à s'adapter au cadre légal de l'accord.

« Le Canada et le Mexique font maintenant partie des négociations sur le TPP. Nous continuons nos consultations avec le Japon. De plus nous nous proposons d'offrir toute l'assistance technique nécessaire pour que tous les pays de l'ANASE puissent se joindre à l'accord. Nous invitons toute nation souhaitant adopter les normes légales du 21^e siècle incluses dans le TPP à s'y joindre, incluant la Chine. »

— Hillary Clinton, Singapour, 17 novembre 2012

Pour consulter l'annonce du lancement des négociations du partenariat économique régional global ANASE+6, voir :

<http://www.meti.go.jp/press/2012/11/20121120003/20121120003-2.pdf>

Pour consulter le document élaborant les objectifs du partenariat économique régional global ANASE+6 :

<http://www.meti.go.jp/press/2012/11/20121120003/20121120003-4.pdf>

Pour consulter le document élaborant les objectifs de

Communauté économique de l'ANASE, voir :

<http://www.asean.org/archive/5187-10.pdf>

Pour consulter le discours d'Hillary Clinton sur l'intégration régionale asiatique en marge de la rencontre du Sommet d'Asie de l'Est, voir :

<http://www.state.gov/secretary/rm/2012/11/200664.htm>

Sources : Doug Palmer, « After election, pressure grows on Obama in Asia-Pacific trade talks », 29 novembre 2012, en ligne :

<http://www.reuters.com/article/2012/11/29/us-usa-trade-asiapacific-idUSBRE8AS07M20121129> ; Jane

Perlez, « Asian Nations Plan Trade Bloc That, Unlike U.S.'s, Invites China », *New York Times*, 20 novembre 2012, en ligne :

<http://www.nytimes.com/2012/11/21/world/asia/south-east-asian-nations-announce-trade-bloc-to-rival-us-effort.html> ; Enda Curran, « Asia Leaders Push

Regional Trade Pact », *The Wall Street Journal*, 19 novembre 2012, en ligne :

<http://online.wsj.com/article/SB10001424127887323622904578128650479355368.html>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

États-Unis/Russie : commerce et droits humains liés

Le Congrès a finalement adopté par une forte majorité bipartisane le projet de loi autorisant le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à la Russie, plus de trois mois après l'accession de cette dernière à l'OMC. Le projet de loi abolit l'amendement Jackson-Vanik à la loi commerciale de 1974. Cette mesure de rétorsion désuète imposait des sanctions commerciales à l'Union soviétique en représailles contre ses politiques d'immigration discriminatoires à l'endroit de sa minorité juive. Elle était suspendue chaque année depuis 1994. Son abolition était cependant nécessaire à l'octroi du statut NPF permanent à la Russie.

En contrepartie de la normalisation des relations commerciales, les élus ont tenu à imposer une nouvelle mesure de représailles pour protester contre les violations des droits humains en Russie qui ne serait pas en contravention avec les règles de l'OMC. Le *Sergei Magnitsky Rule of Law Accountability Act of 2012* permettra aux États-Unis d'imposer des sanctions financières et de limiter l'accès au territoire américain à tout ressortissant russe soupçonné de violations graves des droits humains. La loi vise particulièrement les responsables présumés de l'assassinat de l'activiste anticorruption russe Sergei Magnitsky, tué lors de sa détention en prison en 2009.

La Russie a fermement condamné ce geste qui ne peut selon elle que créer des tensions entre

Moscou et Washington. Le Kremlin n'a cependant pas spécifié la nature des représailles qu'il entend mettre en oeuvre pour protester contre l'adoption de la loi Magnitsky.

L'administration Obama aurait préféré que la loi Magnitsky ne soit pas rattachée à l'abolition de l'amendement Jackson-Vanik, mais le projet de loi devrait malgré tout être ratifié en décembre.

La Russie est le 20^e partenaire commercial des États-Unis. Les exportations américaines ont totalisé 8,3 milliards de \$ ÉU en 2011 et sont diversifiées. Les importations de Russie se sont élevées à 34,6 milliards de \$ ÉU en 2011, mais sont principalement composées de pétrole et de gaz naturel (25,4 milliards de \$ ÉU).

« [L'adoption du projet de loi Magnitsky] aura inévitablement un impact négatif sur l'ensemble des relations russo-américaines. [...] Nous n'accepterons certainement pas sans réagir des mesures qui s'attaquent aux visas russes et qui imposent des sanctions financières. Nous devons réagir, et réagir sévèrement, en fonction du contenu de la version finale de cette loi hostile et provocante. »

— Alexander Lukashovich, porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, 15 novembre 2012

Sources : Vicki Needham, « Russiatrade bill hits the Senate », *The Hill*, 4 décembre 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1007-other/270993-overnight-money-russia-trade-bill-hits-the-senate> ; Doug Palmer, « U.S. House approves Russiatrade bill with human rights slap », *Reuters*, 16 novembre 2012, en ligne : <http://uk.reuters.com/article/2012/11/16/uk-usa-russia-idUKBRE8AF1JD20121116> ; Steve Gutterman et Doug Palmer, « Russia threatenstoughresponse if U.S. backsrights bill », *Reuters*, 15 novembre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/11/15/us-russia-usa-idUSBRE8AE10A20121115>



Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Peter Schroeder, « Obama debt-limit proposal would ease concerns on Wall Street », *The Hill*, 2 décembre 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/budget/270417-obama-debt-limit-proposal-would-ease-concerns-on-wall-street>

Vicki Needham, « Ways and Means announces four new Republican members », *The Hill*, 30 novembre 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/domestic-taxes/270353-ways-and-means-announces-four-new-republican-members>

Nicolas Véron, « Obama Should Think Globally in Appointing a New SEC Chair », *Peterson Institute for International Economics*, 28 novembre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/blogs/realtime/?p=3199>

AssociatedPress, « Troubled waters, murky commitments: How Asia sees Obama's pivot to the Pacific », *Washington Post*, 20 novembre 2012, en ligne : http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/troubled-waters-murky-commitments-how-asia-sees-obamas-pivot-to-the-pacific/2012/11/20/b7ada0b2-32ea-11e2-92f0-496af208bf23_story.html

Doug Palmer, « Key Republican wants Obama to "go big" on trade deals in second term », *Reuters*, 16 novembre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/11/16/us-usa-congress-trade-idUSBRE8AF1FK20121116>

Doug Palmer, « U.S.-Mexico trade talks could address labor, energy », *Reuters*, 14 novembre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/11/14/usa-mexico-nafta-idUSL1E8ME9KK20121114>

MireyaSolis, « Can the TPP Save Prime Minister Noda's Political Career? », *Brookings Institution*, 13 novembre 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/11/13-tpp-noda-solis>

Jeffrey J. Schott, « Obama's Trade Pivot to Europe and Asia », *Peterson Perspectives Interviews on Current Issues*, 12 novembre 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interviews/interview.cfm?ResearchID=2262>

Doug Palmer, « Trade panel approves duties on China solar products », *Reuters*, 8 novembre 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/11/08/us-usa-china-solar-idUSBRE8A61S420121108>

Ruy Teixeira et John Halpin, « The Return of the Obama Coalition », *Center for American Progress*, 8 novembre 2012, en ligne : <http://www.americanprogress.org/issues/progressive-movement/news/2012/11/08/44348/the-return-of-the-obama-coalition/>

«Ten Economic Issues for Obama's Second Term », *Brookings Institution*, 7 novembre 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/interactives/ten-economic-issues-facing-the-next-administration>

Kenneth Lieberthal, «Xi Jinping's Challenge : Why China's new president has a much tougher job than Barack Obama », *Foreign Policy*, 7 novembre 2012, en ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/11/07/xi_jinpings_challenge

Robert Kahn, « Confronting the Fiscal Cliff », *Council on Foreign Relations*, 6 novembre 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/us-strategy-and-politics/confronting-fiscal-cliff/p29419>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

Anthony Fensom, «The Trans-Pacific Partnership: The Great Divider? », *The Diplomat*, 6 novembre 2012, en ligne : <http://thediplomat.com/pacific-money/2012/11/06/the-trans-pacific-partnership-the-great-divider/>

Michael Shifter, « Land of the Lost », *Foreign Policy*, 5 novembre 2012, en ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/11/05/land_of_the_lost

Scott Miller, «Election 2012: U.S. Trade Policy and What to Expect », *Center for Strategic and International Studies*, 5 novembre 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/election-2012-us-trade-policy-and-what-expect>

Arvind Subramanian et Martin Kessler, « China's currency rises in the US backyard », *Financial Times*, 21 octobre 2012, en ligne : <http://www.ft.com/cms/s/0/5a34c410-19d6-11e2-a379-00144feabdc0.html>

Études économiques et commerciales :

Jessica T. Mathews, « Global Ten : Challenges and Opportunities for the President in 2012 », *Carnegie Endowment for International Peace*, novembre 2012, en ligne : http://carnegieendowment.org/files/global_ten.pdf

Howard J. Wiarda, « Recommendations for a New Administration », *Center for Strategic and International Studies*, 28 novembre 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/recommendations-new-administration>

Josh Bivens et Andrew Fieldhouse, « Navigating the fiscal obstacle course », *Economic Policy Institute*, 14 novembre 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/ib345-navigating-fiscal-obstacle-supporting-job-creation/>

Darrell West, Allan Friedman et Walter Valdivia, « Building an Innovation-Based Economy », *Brookings Institution*, 22 novembre 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2012/11/13-innovation-technology-west-friedman-valdivia>

J. Bradford Jensen, « Overlooked Opportunity: Tradable Business Services, Developing Asia, and Growth », *Peterson Institute Working Paper 12-23*, novembre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/wp/wp12-23.pdf>

Samuel Reynard, « Assessing Potential Inflation Consequences of QE after Financial Crises », *Peterson Institute Working Paper 12-22*, novembre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/wp/wp12-22.pdf>

Dean Baker, « Debt, Deficits, and Demographics: Why We Can Afford the Social Contract », *New America Foundation*, novembre 2012, en ligne : http://nsc.newamerica.net/sites/newamerica.net/files/policydocs/Baker_Dean_DebtDeficitsDemographics_November2012.pdf

Kent H. Hughes, « Manufacturing Matters », *Wilson Center*, novembre 2012, en ligne : http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/manufacturing_matters_a_wilson_center_policy_brief.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 11, décembre 2012

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278